

Les candidats sondés sur la défense des palmiers

L'association Sauvons nos palmiers, basée à Toulon mais intervenant dans toute la Provence Côte d'Azur, se bat depuis 2012 pour que les administrations s'intéressent au x charançons rouges (*rhyrchophorus ferrugineus*) et aux papillons palmivores (*paysandisia archon*) qui détruisent le patrimoine végétal. Dans le Var, plus de 50 % de la population de palmiers *Phoenix canariensis* a déjà disparu. Par un précieux travail d'information sur son site internet (1), l'association soutient notamment les propriétaires privés qui voient avec tristesse leur jardin dévasté par ces nuisibles. Quelques semaines avant les régionales (6 et 13 décembre), Sauvons nos palmiers interpelle tous les candidats à l'élection par le biais d'un questionnaire. À la mi-novembre, l'association publiera les réponses qui lui sont parvenues.

Parmi les exemples de questions :

– Avez-vous l'intention de défendre le patrimoine de palmiers, sans réserves, dans quelles limites quantitatives et financières ?

– Quelle(s) méthode(s) de lutte utiliserez-vous ?

– Rendez-vous publics, trimestriellement, les résultats de votre action directe sur le patrimoine public, et indirecte sur le patri-

moine privé ?

– Seriez-vous d'accord pour revendiquer la coprésidence du comité de pilotage « charançon rouge Paca », aux côtés du préfet de Région, pour marquer l'importance que la Région porte à cette question ?

– Comment envisagez-vous les rapports avec les communes ou les particuliers négligents ?

– Pensez-vous mettre en place des actions de formation/éducation vis-à-vis des propriétaires privés ?

Hervé Pietra, président de l'association, et Sylvie Mazalon, vice-présidente, rappellent : « Toutes politiques préventives et curatives conduites depuis 2005 n'ont pas empêché le développement foudroyant des infestations. Les dégâts sont considérables dans le Var et les Bouches-du-Rhône, et déjà catastrophiques dans la plus grande partie des Alpes-Maritimes ».

En 2014, l'association Sauvons nos palmiers avait procédé de la même façon avec les candidats à l'élection municipale d'Hyères, qui avaient tous joué le jeu en détaillant leurs intentions politiques sur cet enjeu. Les candidats à la présidence de la Région Paca seront-ils aussi impliqués ?

S. M.

1. www.sauvonsnospalmiers.fr

Interview express

Elsa Di Méo, secrétaire nationale du PS
« Je reste une combattante de l'unité de la gauche »



(Photo P. Ar.)

Élections régionales et baisse de la fiscalité : conseillère régionale sortante, la Fréjussienne Elsa Di Méo, en sa qualité de secrétaire nationale chargée de la promotion et de l'action républicaine au PS, a des messages à faire passer... Et avant tout, celui d'aller voter les 6 et 13 décembre prochains.

À propos des Régionales, avant toute chose, vous tenez à rappeler qu'il reste quelques jours pour s'inscrire sur les listes électorales.

Après le 30 septembre, il sera trop tard pour se saisir de cette arme citoyenne qu'est le vote. La date délai a été repoussée afin de permettre au plus grand nombre, et notamment à tous ceux qui ont déménagé durant l'été, de s'inscrire sur les listes dans leurs mairies. Quelque que soient les choix politiques de chacun, voter, c'est choisir des modèles de société.

Pour rester sur le sujet des élections, que vous inspire la division de la gauche au 1er tour des Régionales en Paca ?

Je reste une combattante de l'unité de la gauche.

Surtout dans cette période et cette région où l'ex-UMP a baissé les bras et court après l'extrême-droite. Il y a un grand combat à mener sur le choix de la société que l'on veut. D'autant qu'au conseil régional, sous les présidences Vauzelle, la gauche, dans sa diversité, a su travailler ensemble et faire avancer les choses. Mais, l'union, ça se construit, ça ne s'impose pas.

Le « référendum » proposé par Jean-Christophe Cambadélis à la mi-octobre peut-il encore changer la donne ?

En tout cas, il répond aux aspirations d'une majorité d'électeurs de gauche qui veulent l'union. La reconstruction de la gauche dans notre région passe, selon moi, par ce genre d'initiatives. Et met le peuple de gauche face à ses responsabilités, notamment vis-à-vis du FN.

Le message gouvernemental sur la baisse de la fiscalité est un peu brouillé par la hausse spectaculaire pour certains de la taxe sur le foncier non bâti...

Que l'on actionne en cette période un levier pour la

construction de logements, cela ne me choque pas. Il y a un tel besoin... En revanche, il ne faut pas laisser dire que le gouvernement impose cette hausse de la fiscalité locale. Aux communes de voir dans quelle mesure elles souhaitent jouer sur ce levier. Quant à l'impôt sur le revenu, François Hollande et le gouvernement tiennent leurs engagements. Nous sommes revenus à un niveau d'imposition égal à celui de 2011. 9 millions de ménages français voient leurs impôts baisser. Et pour 5,8 millions d'entre eux, de plus de 200 euros. L'année prochaine, ce sont 3 millions de foyers français supplémentaires qui verront leur fiscalité baisser.

Savez-vous combien de foyers dans le Var ou du moins de notre région sont concernés par cette baisse ?

Nous n'avons que des chiffres nationaux... Nous ne voulons pas être accusés d'avoir des arrière-pensées électoralistes avant les régionales !

PROPOS RECUEILLIS PAR MIREILLE MARTIN